

ETATS-UNIS

Obama nomme son secrétaire au Trésor

Le président élu Barack Obama a choisi Timothy Geithner comme secrétaire au Trésor et prépare des mesures énergiques pour sortir l'économie américaine de l'ornière, alors qu'à Lima, les dirigeants de l'Asie-Pacifique ont rejeté tout protectionnisme.

M. Obama a décidé de confier le poste-clé du Trésor à Timothy Geithner, 47 ans, président de la Réserve fédérale de New York, a confirmé hier David Axelrod, conseiller du président élu Barack Obama.

Il sera chargé de mettre en œuvre le plan de 700 mds de dollars de sauvetage du secteur financier voté en octobre par le Congrès, qu'il a contribué à concevoir. Aux côtés de M. Geithner, qui sera l'un des plus jeunes secrétaires au Trésor de l'Histoire, des hommes d'expérience de l'équipe Clinton devraient figurer dans l'état-major économique du futur président, comme l'ancien secrétaire au Trésor Lawrence Summers. Et ils doivent se mettre au travail sans tarder, avant la passation de pouvoir prévue le 20 janvier. M. Obama a annoncé samedi avoir d'ores et déjà demandé à ses conseillers de préparer un plan de relance permettant la création de 2,5 millions d'emplois en deux ans.

Alors que le pays a déjà perdu 1,2 million d'emplois depuis le début de l'année, le Congrès a achevé vendredi une session sans prendre de décision pour aider les constructeurs automobiles américains en péril. La volonté de M. Obama de mettre rapidement en

place un «commando de choc» et un plan de bataille pour juguler la crise financière pourrait rassurer Wall Street qui a rebondi vendredi après une semaine calamiteuse. Les indices boursiers américains sont descendus à leur plus bas niveau en cinq ans.

Plusieurs indicateurs, notamment les ventes de logements neufs et existants lundi et mercredi, et les chiffres des nouveaux chômeurs indemnisés mercredi, permettront de prendre le pouls de l'économie américaine. Réunis à Lima, les dirigeants des 21 pays riverains du Pacifique ont promis de former un front uni pour lutter contre la crise financière, en encourageant le commerce mondial sans ériger de barrières protectionnistes durant un an.

Le président américain sortant, George W. Bush, dont c'est le dernier voyage officiel, a pris fermement la défense du libre-échange, encourageant son successeur démocrate à éviter toute tentation protectionniste. Dans une déclaration samedi, les 21 membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (Apec) ont également réclamé une réforme rapide des institutions financières.

«Nous réaffirmons notre ferme conviction que les principes du

libre-marché, du libre-échange et du régime d'investissements continueront de favoriser la croissance mondiale, l'emploi et la réduction de la pauvreté», ont-ils dit.

Hier, l'Apec, qui concentre 61% du Produit intérieur brut (PIB) et 47% du commerce de la planète, devait publier une déclaration finale plus politique. Les dirigeants des grandes économies occidentales préparent aussi des mesures pour faire face à une crise qui touche maintenant les entreprises. Le gouvernement britannique de Gordon Brown, dont le plan de sauvetage des banques en octobre a été amplement copié ailleurs, montrera aujourd'hui lundi ses intentions en matière de relance. Il présentera un projet de budget qui devrait mettre en pratique les engagements de relance budgétaire pris par les dirigeants du G20 à Washington le week-end dernier. La mesure-phare sera une baisse temporaire d'au moins deux points de pourcentage de la TVA, selon les journaux britanniques.

«Je vais présenter des mesures pour aider les gens à payer leurs factures, sauver leurs entreprises et maintenir leurs dépenses dans la santé et l'éducation», a indiqué le ministre des Finances, Alistair Darling, au *Sunday Mirror*.

«Tous les foyers vont recevoir maintenant un soutien pour les aider à traverser la difficile période qui s'annonce», a-t-il dit.

Le paquet fiscal dévoilé par M.

Darling devrait tourner autour de 18 à 20 milliards de livres (21 à 23,7 mds d'euros) au total, soit un peu plus d'un point de PIB. Il sera financé par l'endettement, avec un déficit qui pourrait monter à 10 % du PIB dans les trois ans, estiment les journaux. En Allemagne, la vigueur de la relance nécessaire fait débat au sein même du parti conservateur de la chancelière Angela Merkel. Sans détour, M^{me} Merkel a prévenu hier ses quelque 82 millions de concitoyens que 2009 sera «une année de mauvaises nouvelles, au moins dans les premiers mois». Son gouvernement de coalition droite-gauche a annoncé le 4 novembre diverses mesures ciblées, pour doper la conjoncture, censées garantir près d'un million d'emplois en Allemagne. Ce plan de 32 milliards d'euros, qui doit encore être approuvé par le Parlement, doit faire en sorte que la situation «se redresse en 2010», a souligné M^{me} Merkel. Mais certains dans son propre camp réclament des baisses d'impôt tout de suite et non pas seulement en 2010 comme elle le prévoit. L'économie est entrée au troisième trimestre en récession pour la première fois depuis cinq ans. Le début de la semaine boursière a été marqué par une baisse sur les places financières des monarchies pétrolières du Golfe. La Bourse saoudienne a reculé hier de 3,8% à 4 264,52 points, au plus bas en près de cinq ans.

DIPLOMATIE

Le président libanais, Michel Sleimane, en visite en Iran

Le président libanais, Michel Sleimane, entame une visite de deux jours en Iran, à l'invitation de son homologue Mahmoud Ahmadinejad, a annoncé hier un responsable à la présidence. «Le président va parler de tout, de questions politiques et économiques, ainsi que des relations bilatérales, la situation au Moyen-Orient et le processus de paix» arabo-israélien», a ajouté ce responsable dans des déclarations à l'AFP.

Les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de l'Economie, de l'Industrie, du Travail, et des Déplacés seront du voyage.

L'Iran exerce une influence au Liban par le soutien qu'il apporte au Hezbollah, membre du gouvernement d'union nationale, même s'il dément qu'il fournisse une aide militaire à ce mouvement chiite libanais.

La question épineuse des armes du Hezbollah, qui divise la classe politique libanaise, sera évoquée lors des discussions.

«La stratégie de défense est une affaire interne libanaise, cependant, ils vont évidemment parler du fait que nous sommes en train d'élaborer une stratégie de défense nationale qui renforcerait le pouvoir de l'Etat et maintiendrait les capacités de résistance» face à Israël, a dit le responsable.

Le Hezbollah refuse de désarmer, arguant que son rôle est crucial pour la défense du Liban face à Israël.

Le président Sleimane est le troisième président libanais à effectuer une visite en Iran depuis la Révolution islamique de 1979.

KOSOVO

Les trois Allemands arrêtés maintenus en détention pour un mois

Un tribunal de Pristina a ordonné que les trois Allemands soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat du 14 novembre contre des locaux de l'Union européenne à Pristina soient placés en détention pour un mois, ont rapporté hier des médias locaux.

«Trois ressortissants allemands, soupçonnés pour cette explosion, doivent rester un mois en détention», a rapporté le *Daily Express*, ajoutant qu'ils étaient «soupçonnés d'avoir commis une action terroriste criminelle». «S'ils étaient en liberté, les accusés seraient en position de faire obstacle à l'enquête ou de faire disparaître des preuves», a indiqué le journal citant les attendus du jugement. L'avocat des détenus a indiqué que la cour avait rejeté une demande de les placer en résidence surveillée jusqu'à la fin de l'enquête. «Le tribunal n'a pas accepté cette proposition et nos clients sont en détention, attendant la fin de l'enquête», a indiqué l'avocat, Fetie Uka, aux journalistes. Des chaînes de télévision locales ont montré des images des trois Allemands menottés escortés jusqu'au tribunal par une unité antiterroriste de la police kosovare. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent vingt ans de prison.

Les médias allemands et kosovars ont affirmé que les trois hommes travaillaient pour les services secrets allemands. Un porte-parole des services des renseignements extérieurs (BND) allemands, interrogé par l'AFP, s'est refusé à commenter cette information. Ces trois Allemands ont été arrêtés mercredi au Kosovo pour leur participation présumée à l'attentat. Un engin explosif non identifié avait été jeté le 14 novembre dans la cour du Bureau civil international (BCI) à Pristina, géré par le représentant spécial de l'UE au Kosovo, Pieter Feith, sans faire de victimes.

Cet attentat a été commis alors que les autorités kosovares sont résolument opposées au déploiement prévu par l'UE d'une mission de justice et de police (Eulex).

Selon le *Daily Express*, qui cite le tribunal, celui-ci a jugé que l'attentat visait à «perturber» l'engagement de M. Feith dans les discussions entre Pristina et la communauté internationale sur le déploiement d'Eulex.

Les dirigeants kosovars albanais ont proclamé unilatéralement leur indépendance à l'égard de Belgrade le 17 février. Celle-ci a été reconnue par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis et les principaux pays de l'UE.

PALESTINE

Abbas convoquera des élections début 2009 si le dialogue avec le Hamas échoue

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé hier qu'il convoquerait des élections générales faute d'une réconciliation avec le Hamas et déploré l'absence de progrès dans le processus de paix, avant l'entrée en fonction d'une nouvelle administration américaine.

Le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza depuis son coup de force en juin 2007, a immédiatement refusé l'éventualité de tels scrutins, rendant leur tenue dans ce territoire improbable.

«Nous sommes prêts à poursuivre le dialogue avec le Hamas et nous n'épargnerons aucun effort afin que ce dialogue réussisse. Mais s'il ne réussit pas, au début de l'année prochaine, j'appellerai à des élections présidentielle et législatives», a affirmé M. Abbas devant le Conseil central de l'OLP (CCOLP), une instance clef de l'Organisation de libération de la Palestine.

Il a précisé qu'un décret présidentiel serait publié en ce sens, tout en appelant à la tenue d'un nouveau round de négociations avec les islamistes.

L'actuelle législature, dominée par le Hamas, arrive à son terme en janvier 2010 et la loi fondamentale palestinienne (Constitution)

n'autorise pas le président à la dissoudre.

M. Abbas n'a pas précisé quels arguments juridiques il allait faire prévaloir pour organiser de nouvelles élections.

«Nous rejetons l'appel à des élections qui est illégal et inconstitutionnel», a affirmé à l'AFP un porte-parole du Hamas à Gaza, Fawzi Barhoum. «Le mandat du président Abbas s'achève le 9 janvier. La législature est, quant à elle, de quatre ans (et s'achève ainsi en janvier 2010). La loi n'accorde aucune autorité au président sur le Parlement et personne ne peut le dissoudre de manière anticipée», a ajouté un autre porte-parole du Hamas, Taher al-Nounou.

Il a toutefois espéré que le «dialogue réussisse et que la présidence établisse un climat propice, en libérant par exemple les prisonniers (du Hamas) en Cisjordanie». Le Hamas avait annulé une réunion de réconciliation au Caire, prévue début novembre, en signe de protestation contre les arrestations de ses militants en Cisjordanie par les forces de sécurité palestiniennes. Laissant la porte ouverte au dialogue, M. Abbas a proposé un document, qui selon lui, devra servir de base de discussion avec le Hamas. Reprenant les grandes lignes d'un document égyptien, il prévoit «la création d'un gouvernement provisoire accepté par toutes les

factions et respectant le programme de l'OLP».

L'OLP a reconnu Israël et accepté le principe de deux Etats israélien et palestinien vivant côte à côte, contrairement au Hamas.

M. Abbas a par ailleurs dressé un constat d'échec des négociations avec Israël et blâmé l'Etat hébreu pour n'avoir respecté aucun de ses engagements auprès de la communauté internationale, en tête desquels un arrêt total de la colonisation en Cisjordanie.

«Nous ne nous sommes mis d'accord jusqu'à présent sur aucune question. Tous les dossiers restent en discussion», a-t-il affirmé.

«Même si Condoleezza Rice ou quelqu'un en son nom a dit, même si Tzipi Livni ou quelqu'un en son nom a dit, qu'il existait des accords en préparation, cela n'est pas vrai», a-t-il ajouté. «Tout le monde sait qu'Israël n'a cessé à aucun moment la colonisation, la construction du mur, les agressions et refuse d'ouvrir des institutions palestiniennes à Jérusalem», a-t-il indiqué. Ces critiques interviennent à la veille d'une rencontre à Washington entre le Premier ministre israélien de transition Ehud Olmert et le président américain sortant, George W. Bush, qui doit officiellement passer la main au président élu Barak Obama le 20 janvier.

IRAK

Un rejet de l'accord de sécurité mettrait les finances en danger

Un éventuel rejet par le Parlement irakien de l'accord de sécurité avec les Etats-Unis aurait de graves conséquences sur les finances et la reconstruction du pays, a affirmé hier le ministre irakien des Finances, Baqer Jabr Solagh.

L'accord, qui prévoit le retrait total des troupes américaines d'ici la fin 2011, a été approuvé il y a une semaine par le gouvernement mais il a donné lieu à des débats houleux au Parlement, qui doit se prononcer sur le texte mercredi.

«Les finances de l'Irak seront en danger si

l'accord avec Washington n'est pas adopté», a dit M. Solagh lors d'une conférence commune avec le ministre du Plan, Ali Baban.

Selon lui, cet accord est nécessaire au maintien du Fonds de développement de l'Irak, qui bénéficie des protections de l'ONU et des Etats-Unis.

«Certaines personnes ont esté en justice sur des affaires douteuses qui risquent de coûter au pays 1 000 milliards de dollars», a-t-il souligné.

Le Fonds de développement de l'Irak (DFI) est un compte spécial créé après l'invasion

conduite par les Etats-Unis en 2003, qui est protégé par une décision du Conseil de sécurité de l'ONU et un ordre exécutif du président américain. Le Fonds est en conséquence immunisé contre toute demande de dédommagements d'éventuels plaignants. Environ 20 milliards de dollars se trouvent actuellement sur ce compte.

Mais selon M. Solagh, la protection de l'ONU se termine avec la fin de son mandat le 31 décembre 2008 et l'ordre présidentiel américain expirera l'année prochaine si l'accord n'est pas signé.